



ONU  HABITAT Conseil exécutif
du Programme des Nations Unies
pour les établissements humains

Distr. générale
22 janvier 2020

Français
Original : anglais

Conseil exécutif du Programme des Nations Unies
pour les établissements humains

Première session de 2020

Nairobi, 31 mars–2 avril 2020

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

Questions financières, budgétaires et administratives

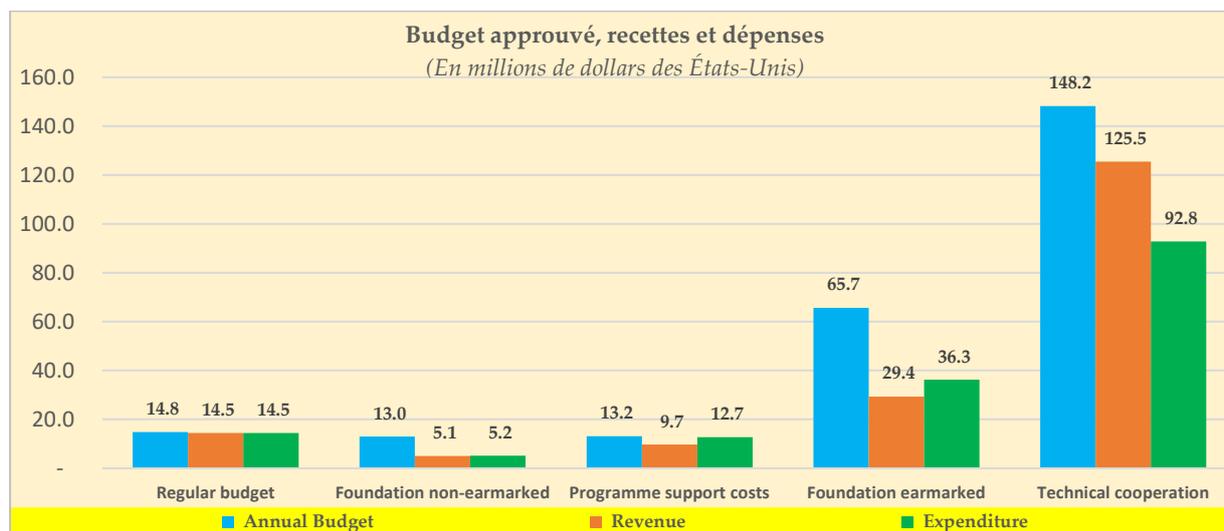
Mise en œuvre du Plan stratégique pour la période 2020–2023 : situation financière au 31 décembre 2019

Rapport de la Directrice exécutive

I. Introduction

1. Le présent rapport intérimaire donne un aperçu de la situation financière d'ONU-Habitat au 31 décembre 2019 et décrit la situation de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains (ressources non affectées) ainsi que les mesures prises en 2019 pour gérer une situation financière difficile. Le rapport met également en lumière la performance des autres sources de financement, à savoir la part du budget ordinaire de l'ONU allouée au Programme, l'appui au programme, les contributions préaffectées de la Fondation et les fonds au titre de la coopération technique.

Figure 1*
Situation financière d'ONU-Habitat



* Cette figure n'a pas été revue par les services d'édition.

Budget ordinaire Fonds non affectés Dépenses d'appui au programme Fonds préaffectés Coopération technique
Budget annuel Recettes Dépenses

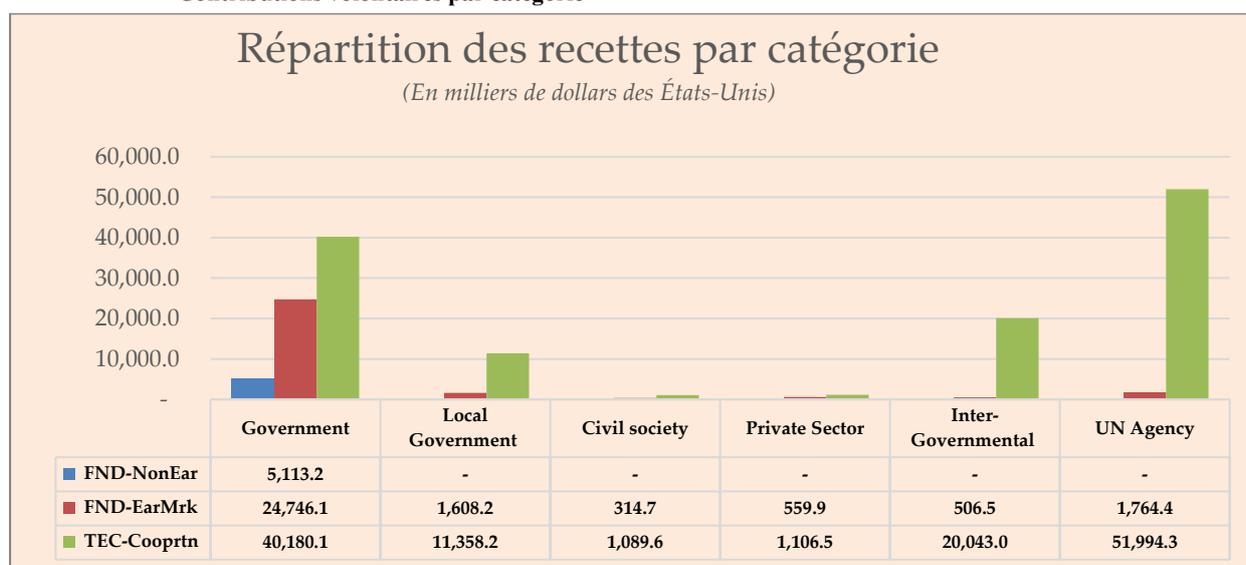
* HSP/EB.2020/1.

2. La Figure 1 donne un aperçu du financement disponible en 2019 pour les principales sources de financement d'ONU-Habitat ainsi que des chiffres annuels tirés du budget du programme de travail approuvé pour l'exercice biennal 2018–2019. Le rapport intérimaire indique le montant des recettes (ou des contributions) et des dépenses de l'année 2019. Des informations plus détaillées figurent dans les annexes au présent rapport.

3. Les fonds non affectés de la Fondation ont connu une augmentation notable, les contributions à ce titre étant passées de 3,6 millions de dollars en 2018 à 5,1 millions de dollars en 2019, cette augmentation étant due à des contributions particulièrement généreuses versées en 2019 par deux pays donateurs. Ces contributions exceptionnelles n'ont toutefois pas confirmé un engagement de la part de ces deux pays de verser des contributions annuelles récurrentes et durables. De même, en 2018, ONU-Habitat a reçu une donation ponctuelle exceptionnellement généreuse de 1,2 million de dollars, qui ne s'est pas non plus mutée en contribution annuelle récurrente et durable. Il faudrait pourtant que les fonds non préaffectés de la Fondation soient constitués de contributions annuelles systématiques pour qu'ONU-Habitat puisse obtenir les résultats escomptés et livrer les produits prévus dans son programme de travail conformément à son mandat.

4. La Figure 2 indique la composition des contributions volontaires reçues pendant la période considérée, par catégorie de source.

Figure 2*
Contributions volontaires par catégorie



* Cette figure n'a pas été revue par les services d'édition.

Gouvernements Collectivités locales Société civile Secteur privé Organisations intergouvernementales
Organismes des Nations Unies

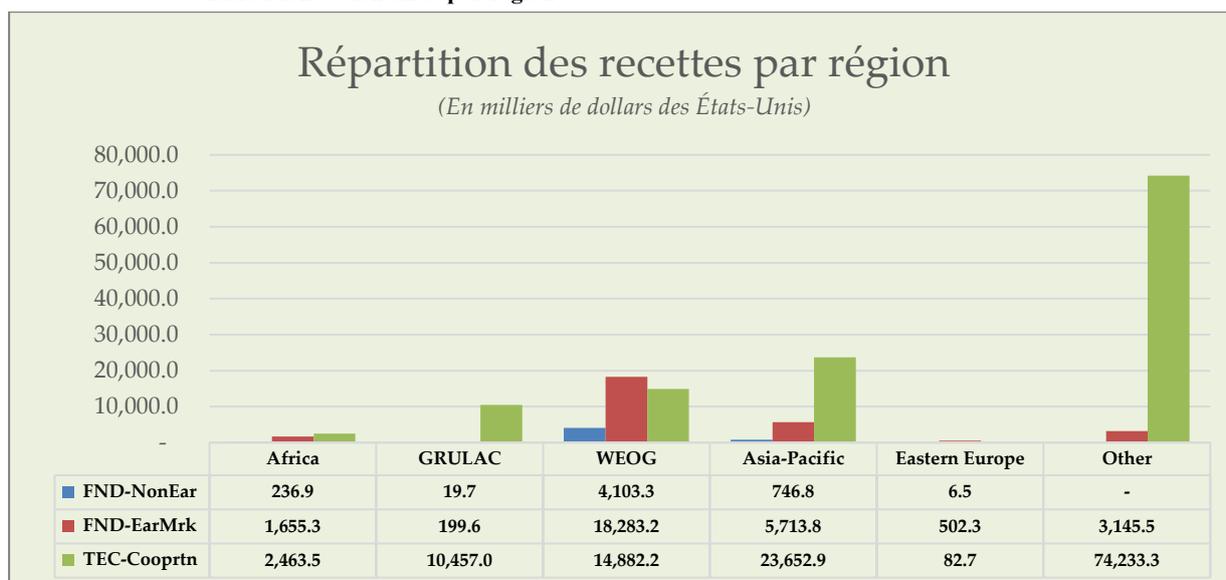
Carré bleu Fondation – Contributions non affectées

Carré rouge Fondation – Contributions préaffectées

Carré vert Coopération technique

5. La Figure 3 indique la composition des contributions volontaires reçues, par région, pendant la période considérée.

Figure 3*
Contributions volontaires par région



* Cette figure n'a pas été revue par les services d'édition.

** Groupe des États d'Amérique latine et autres États

*** Groupe des États d'Europe occidentale et autres États

Afrique GRULAC** WEOG*** Asie-Pacifique Europe orientale Autres

[Carré bleu] Fondation – Contributions non affectées

[Carré rouge] Fondation – Contributions préaffectées

[Carré vert] Coopération technique

II. Exécution du budget des ressources de base

6. Durant l'exercice biennal 2018–2019, les fonds non affectés de la Fondation, l'allocation au titre du budget ordinaire et l'appui au programme ont été les éléments constitutifs des « ressources de base » d'ONU-Habitat¹.

A. Fonds non affectés de la Fondation

7. Conformément à la règle 302.6 des « Articles du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies applicables à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains et règles de gestion financière de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains et des autres ressources extrabudgétaires du Programme des Nations Unies pour les établissements humains » (ST/SGB/2015/4), les fonds non affectés (fonds à des fins générales) de la Fondation sont alloués en fonction des priorités budgétaires convenues par les organes directeurs d'ONU-Habitat – à savoir l'Assemblée d'ONU-Habitat qui a remplacé l'ancien Conseil d'administration d'ONU-Habitat, dissous comme suite à la résolution 73/239 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2018.

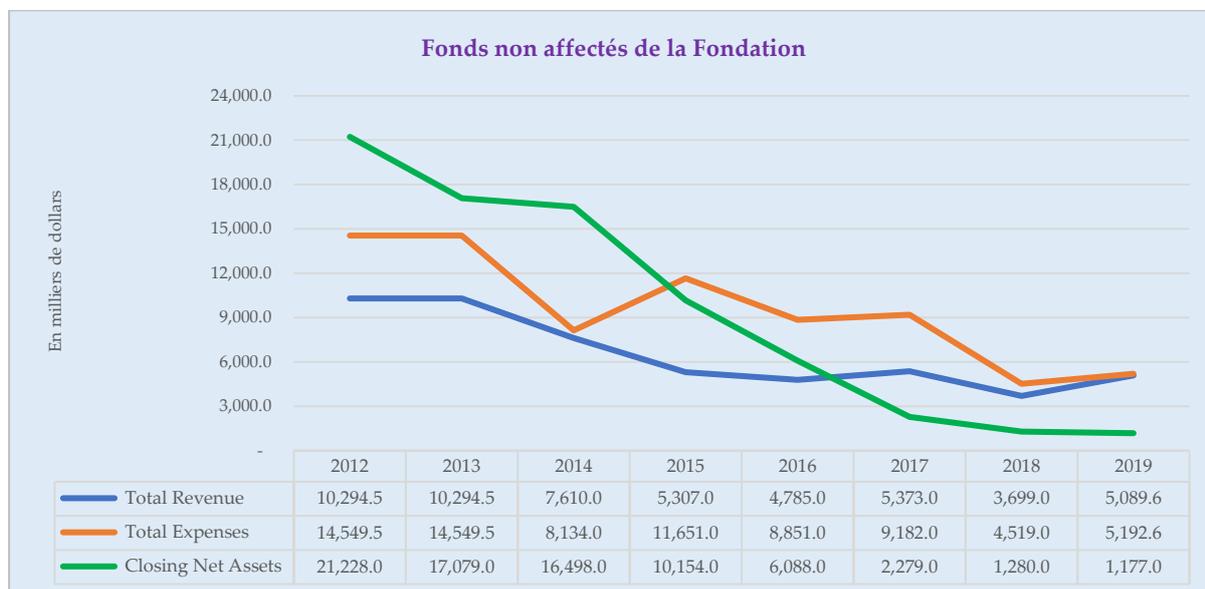
8. Autrefois, la principale source des recettes non affectées de la Fondation étaient les contributions à des fins générales versées par les États membres. Les fonds non affectés sont la principale source de financement disponible pour mettre en œuvre le plan stratégique d'ONU-Habitat et donc pour mener à bien les travaux normatifs faisant partie du mandat du Programme, assurer la direction exécutive et la gestion, et mettre de côté un montant minimum pour l'appui au programme. Depuis 2013, toutefois, ONU-Habitat applique un mécanisme de recouvrement des coûts, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration/Assemblée d'ONU-Habitat, afin que les fonds à des fins générales ne servent pas à subventionner des activités au titre des projets. Cette approche est en cours de révision.

9. Le budget approuvé pour 2018 s'établissait à 13 millions de dollars (soit 50 % du budget approuvé pour l'exercice biennal 2018–2019). Le montant total des contributions (volontaires) reçues au 31 décembre 2019 s'élevait à 5,1 millions de dollars, selon les chiffres provisoires, tandis que les dépenses au cours de la même période ont totalisé 5,2 millions de dollars. Ces dernières se sont réparties comme suit : 5,1 millions de dollars pour les dépenses de personnel et 0,1 million de dollars pour les dépenses de fonctionnement, d'où un déficit

¹ Voir le document HSP/GC/26/6 et la résolution 26/3 du Conseil d'administration, portant sur le plan stratégique révisé pour la période 2014–2019, et le programme de travail et budget du Programme des Nations Unies pour les établissements humains pour l'exercice biennal 2018–2019 (HSP/GC/26/7, annexe I).

opérationnel net de 0,1 million de dollars et la nécessité de couvrir les dépenses opérationnelles afférentes aux travaux normatifs à l'aide du compte de l'appui au programme. Le solde de la réserve opérationnelle statutaire devait s'établir à 1,3 million de dollars au 31 décembre 2019, soit 10 % du budget approuvé (13 millions de dollars). On notera que, sur la base d'un budget approuvé de 18,3 millions pour 2020, la réserve opérationnelle devra progressivement être portée à 1,8 million de dollars d'ici au 31 décembre 2020.

Figure 4*
Évolution des fonds non affectés de la Fondation^a



* Cette figure n'a pas été revue par les services d'édition.

^a Valeur nette des actifs à la clôture de l'exercice, avant emprunt auprès du compte de l'appui au programme.

Total des recettes Total des dépenses Actifs nets en fin d'exercice

10. La Figure 4 fait apparaître une baisse constante et prolongée des recettes, qui ne s'est pas accompagnée d'une réduction des dépenses. À ce jour, les déficits opérationnels en fin d'exercice ont été épongés par l'excédent cumulé non plafonné du compte de l'appui au programme et, plus récemment, par la réserve financière générale de 2,6 millions de dollars approuvée par le Conseil d'administration, qui, conformément à la résolution 26/3 du Conseil d'administration, a été établie à 10 % du budget approuvé pour l'exercice biennal 2018–2019 (26,1 millions de dollars).

11. En 2017, la direction d'ONU-Habitat a approuvé un emprunt de 3 millions de dollars auprès du compte de l'appui au programme en faveur du budget général de la Fondation. Pour enrayer la baisse de la valeur nette des actifs, ONU-Habitat a continué d'appliquer les mesures d'austérité adoptées en 2018. Néanmoins, le risque qu'il soit impossible de rembourser l'emprunt contracté auprès du compte de l'appui au programme subsiste, auquel cas la valeur nette des actifs de ce compte devra être réduite en conséquence².

12. Le déficit opérationnel du budget général de la Fondation en 2019 (recettes de l'exercice en cours diminuées des dépenses) aurait dû, selon les projections, être ramené à l'équilibre en fin d'année ; or, le montant provisoire des recettes (5,1 millions de dollars) a été inférieur au montant projeté (5,4 millions de dollars), entraînant un déficit.

B. Budget ordinaire

13. Les crédits alloués à ONU-Habitat au titre du budget ordinaire, dont le montant est approuvé par l'Assemblée générale, figurent au chapitre 15 (Établissements humains), au chapitre 23 (Programme ordinaire de coopération technique) et au chapitre 36 (Compte pour le développement). En 2019, l'ouverture de crédits définitive s'est élevée à 14,8 millions de dollars, octroyée sous la forme d'une autorisation de dépenses au titre de certains éléments dans les limites d'une enveloppe budgétaire déterminée. Ce montant était réparti comme suit : 11,2 millions de dollars au chapitre 15 ; 0,9 million de dollars au chapitre 23 ; et 2,7 millions de dollars au chapitre 36. Environ 88,6 % des dépenses (14,5 millions de dollars) effectives au 31 décembre 2019 avaient trait aux dépenses de personnel.

² Le rapport financier et les états financiers vérifiés de l'année terminée le 31 décembre 2017 et le rapport du Comité des commissaires au compte (A/73/5/Add.9) mentionnent ce prêt dans la Note 4 (Information sectorielle).

14. Vu la modicité des ressources du budget général de la Fondation, suite à un arrangement conclu avec le siège de l'ONU, la Fondation a été autorisée à utiliser provisoirement des ressources inutilisées du budget ordinaire pour rémunérer une partie du personnel financé par le budget général de la Fondation, ce qui a permis à ONU-Habitat d'atténuer l'incidence financière négative du manque de ressources sur la fourniture des produits prévus imputés sur l'ensemble du budget de base.

C. Appui au programme

15. Les ressources au titre de l'appui au programme proviennent de la redevance prélevée, sous forme de pourcentage, sur les dépenses directes à des fins préaffectées. Cette redevance a pour but de recouvrer les surcoûts indirects associés à l'appui aux activités financées à l'aide des fonds préaffectés. Ces fonds servent à ce que le coût additionnel de l'appui aux activités financées à l'aide des contributions préaffectées ne soit pas imputé sur les fonds alloués au programme de travail approuvé.

16. Le budget du compte de l'appui au programme approuvé par la Directrice exécutive pour 2019 s'élevait à 13,2 millions de dollars. Selon les chiffres provisoires, les recettes au titre de l'appui au programme au 31 décembre 2019, à l'exclusion des autres recettes, s'élevaient à 9,3 millions de dollars ; les dépenses au cours de la même période se sont élevées à 12,7 millions de dollars (dont 54,2 % pour financer les postes).

17. La Figure 5 montre que le solde du compte de l'appui au programme a subi une forte réduction en fin d'exercice, les dépenses en 2018 et 2019 ayant dépassé les recettes.

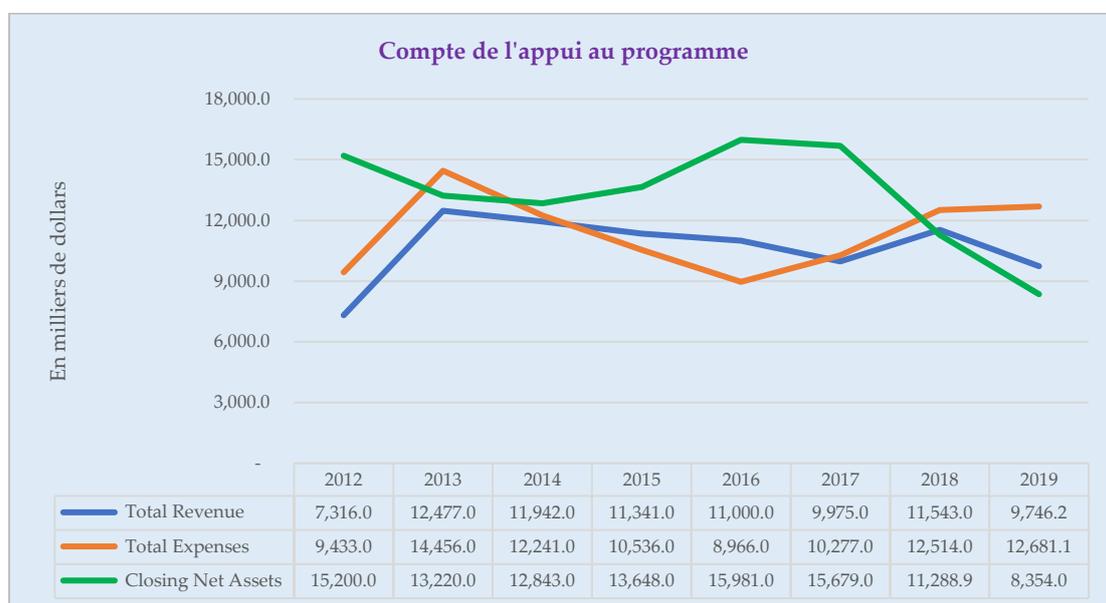
18. Comme indiqué précédemment, en 2017, un montant de 3 millions de dollars a été prêté à la Fondation au titre du budget général, par prélèvement sur le compte de l'appui au programme. Au vu de l'exécution actuelle du budget général de la Fondation et du montant des contributions à des fins générales versées à ONU-Habitat, il apparaît que ce prêt ne pourra pas être remboursé dans l'immédiat. La valeur nette des actifs indiquée à la figure 5 devrait donc être réduite d'autant.

D. Résumé

19. Le déficit opérationnel provisoire pour 2019 par rapport au budget de base est de 3 millions de dollars : 0,1 million de dollars imputable au budget général de la Fondation et 2,9 millions de dollars imputables au compte de l'appui au programme. Conformément aux instructions administratives en vigueur, les ressources au titre de l'appui au programme devraient servir à financer l'appui indirect fourni aux activités qui génèrent ces recettes, dont fait partie l'appui à la gestion, au programme et aux projets. Vu le niveau actuel de financement du compte de l'appui au programme, il faut comprendre que, dans la situation actuelle, le solde de ce compte ne peut continuer de servir à combler les déficits opérationnels du budget général de la Fondation tant que les efforts de mobilisation en cours et/ou les mesures d'austérité n'auront pas permis de rééquilibrer les recettes et les dépenses.

20. Figure 5*

Évolution du compte de l'appui au programme³



21.

22. * Cette figure n'a pas été revue par les services d'édition.

23. **Total des recettes** **Total des dépenses** **Actifs nets en fin d'exercice**

³ La valeur nette des actifs en fin d'exercice indiquée ici est leur valeur avant le prêt de 3 millions de dollars octroyé à la Fondation au titre du budget général.

E. Incidences sur l'exécution du programme

24. La faiblesse de la base de ressources a continué d'entraver la mise en œuvre du Plan stratégique pour la période 2014–2019 et empêché ONU-Habitat de jouer pleinement son rôle de coordonnateur de l'appui fourni aux États membres pour suivre la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes et les dimensions urbaines des objectifs de développement durable. Les principales conséquences négatives de cette situation ont été les suivantes :

a) Plusieurs postes clés de l'organigramme pour 2018–2019 correspondant aux sept sous-programmes stratégiques sont restés vacants. Ainsi, seulement trois des sept postes de coordonnateur affectés aux sous-programmes ont été pourvus. Les fonctions attachées aux quatre autres postes ont été remplies soit par des chefs de groupe agissant en tant que coordonnateurs de sous-programme soit par un membre du personnel agissant comme coordonnateur de deux sous-programmes ;

b) Les domaines les plus touchés par le manque de fonds ont été : la législation et la gouvernance urbaines ; l'économie urbaine ; le logement et l'assainissement des quartiers insalubres, et la réduction des risques et la réhabilitation. Cette situation a plus particulièrement entravé la production d'outils normatifs et de connaissances, notamment la constitution de la base de données sur la législation urbaine et le programme de développement des capacités en matière de finances municipales, qui étaient parmi les principales réalisations escomptées mais qui sont restées largement en-deçà des objectifs ;

c) ONU-Habitat a dû réduire son programme mondial d'indicateurs ainsi que le contenu de ses rapports de la série *World Cities*, dont il a aussi dû espacer la parution. La restriction des capacités de recherche-développement a diminué la capacité du Programme de travailler avec les États membres, d'autres organismes des Nations Unies et d'autres partenaires en vue de collecter et analyser des données et d'appuyer la réalisation des cibles fixées au niveau mondial ;

d) Au niveau régional, ONU-Habitat a dû limiter sensiblement son rôle de gestionnaire des connaissances et se concentrer presque exclusivement sur le développement et l'exécution du portefeuille de projets, au détriment de la collaboration avec les commissions économiques régionales et de son engagement dans la réforme du système de développement des Nations Unies.

25. Le rétrécissement de la base de ressources a aussi beaucoup diminué la capacité d'ONU-Habitat d'appuyer les activités de plaidoyer, de communication, d'assurance de la qualité et de gestion des risques dans le cadre de la mise en œuvre du programme de travail.

F. Mesures d'austérité mises en place par la Directrice exécutive

26. Pour faire face aux difficultés financières décrites ci-dessus, la Directrice exécutive a mis en place un ensemble de mesures d'austérité concernant le budget général de la Fondation et le compte de l'appui au programme. Ces mesures sont les suivantes : a) un gel des recrutements en cours et de tout nouveau recrutement ; b) un gel du reclassement prévu de certains postes à la classe supérieure ; c) un gel des nouveaux contrats et du prolongement des nominations provisoires ainsi que des contrats passés avec des consultants ou des contractants internationaux ; d) la suspension de l'octroi ou du prolongement d'indemnités de poste spéciales ; e) la réduction des heures supplémentaires rémunérées pour toutes les catégories de fonds ; f) une restriction des voyages en mission, qui seront limités aux voyages essentiels, un seul membre du personnel étant autorisé à participer aux réunions ou manifestations importantes ; g) l'autorisation des voyages en mission en classe économique seulement, à titre volontaire, quelle qu'en soit la source de financement, y compris pour les trajets de plus de neuf heures.

G. Mesures prises pour renforcer ONU-Habitat

27. Une réforme a également été engagée pour faire d'ONU-Habitat une organisation plus efficace, capable de répondre aux attentes des États membres. Des travaux ont été entrepris en vue de définir la vision, la mission, les valeurs fondamentales, le plan stratégique pour la période 2020–2023 et la stratégie de mobilisation des ressources de l'organisation ; il faudra aussi revoir les politiques et procédures à suivre pour une plus grande décentralisation et une meilleure harmonisation des procédures de recrutement, ainsi que la formation du personnel d'encadrement et des agents du changement pour aider à institutionnaliser la réforme. Alors qu'ONU-Habitat s'est engagé dans un débat stratégique avec les États membres pour faire émerger une organisation plus forte et plus utile, transparente, responsable, digne de confiance, efficace et axée sur la fourniture de services, et donc en mesure de répondre aux attentes des États membres en tant que coordonnateur du soutien à la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes et des dimensions urbaines du Programme de développement durable à l'horizon 2030, il convient d'espérer qu'un niveau plus élevé de ressources de base sera mis à sa disposition.

H. Performance des fonds préaffectés

1. Les fonds préaffectés de la Fondation

28. Les contributions des États membres et autres donateurs au budget général de la Fondation visent à mettre en œuvre des activités précises du programme de travail qui sont conformes au mandat d'ONU-Habitat. Ces activités comprennent généralement des projets mondiaux, thématiques et multinationaux.

29. Le budget approuvé pour 2019 s'établissait à 65,7 millions de dollars (soit 50 % du budget approuvé pour l'exercice biennal 2018–2019). Au 31 décembre 2019, le budget général de la Fondation était de 29,4 millions de dollars et les dépenses encourues de 36,3 millions de dollars. Comme indiqué dans l'annexe I au présent rapport, le solde du fonds (montant provisoire du solde des projets) à la fin de la période considérée s'établissait à 94,7 millions de dollars, dont une réserve de 4 millions de dollars. Le déficit indiqué n'est que théorique puisqu'il résulte de l'utilisation d'une partie des ressources reportées de l'exercice 2018.

2. La coopération technique

30. Les contributions au titre de la coopération technique sont des contributions volontaires préaffectées versées par les États membres et autres donateurs pour l'exécution de certaines activités régionales et nationales à caractère technique conformes au mandat et au programme de travail d'ONU-Habitat.

31. Le budget 2019 prévu pour la coopération technique s'établissait à 148,2 millions de dollars (soit 50 % du budget estimatif pour l'exercice biennal 2018–2019). Au 31 décembre 2019, le montant total des recettes était de 125,5 millions de dollars et les dépenses encourues de 92,8 millions de dollars. Comme il ressort de l'annexe I, le solde du fonds à la fin de la période considérée s'établissait à 268,2 millions de dollars (solde reporté des projets), dont une réserve de 11,4 millions de dollars.

I. Conclusion

32. Un résumé des recettes et des dépenses, avec indication des soldes des fonds et des réserves, est présenté dans l'annexe I et une comparaison entre les crédits ouverts et les dépenses effectives est présentée dans l'annexe II. La situation des contributions à des fins générales (non affectées) de la Fondation est présentée dans les annexes III et VI. Les contributions à des fins déterminées sont indiquées aux annexes IV, V et VII. L'annexe VIII présente la liste des dix principaux contributeurs au 31 décembre 2018. Ces annexes n'ont pas été revues par les services d'édition.

33. ONU-Habitat est toujours en mesure de mener à bien des projets de qualité à l'aide des contributions générales à la Fondation et des fonds au titre de la coopération technique. D'autre part, ONU-Habitat a suivi les instructions de la Directrice exécutive s'agissant de clôturer les projets en cours et de faire rapport aux donateurs en temps utile, tout en s'attachant à améliorer l'efficacité de la gestion interne. ONU-Habitat doit également être en mesure de délivrer les produits normatifs du Plan stratégique, ce pourquoi il a besoin d'un financement prévisible et durable au titre du budget général de la Fondation.

34. ONU-Habitat soumettra, dans le cadre de ses propositions concernant le budget général de la Fondation pour 2021, un éventail d'options possibles pour rationaliser encore les coûts, comme demandé par le Conseil exécutif à la reprise de sa première session, en novembre 2019.

Annexe I

État provisoire de la performance financière pour la période terminée le 31 décembre 2019 (par secteur)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Description	Ressources de base			Fonds préaffectés			Total partiel	Autres fonds	Tous les fonds			
	Budget ordinaire	Budget général de la Fondation	Appui au programme	Total des ressources de base	Fonds préaffectés de la Fondation	Coopération technique	Total des fonds préaffectés	Total des fonds opérationnels	Prestations dues à la cessation de service	Total brut de tous les fonds	Élimination inter-sectorielle	Total net de tous les fonds
Recettes	14 526,1	5 089,6	9 746,2	29 361,9	29 391,7	125 478,6	154 870,3	184 232,2	1 318,7	185 550,9	(9 264,6)	176 286,3
Contributions mises en recouvrement	14 526,1	–	–	14 526,1	–	–	–	14 526,1	–	14 526,1	–	14 526,1
Contributions volontaires	–	5 113,2	–	5 113,2	29 499,8	125 771,5	155 271,3	160 384,5	–	160 384,5	–	160 384,5
Reversements aux donateurs	–	–	–	–	(657,8)	(1 504,0)	(2 161,8)	(2 161,8)	–	(2 161,8)	–	(2 161,8)
Autres transferts et allocations	–	(32,0)	–	(32,0)	800,9	(768,9)	32,0	–	–	–	–	–
Recettes accessoires	–	15,9	259,0	274,9	133,5	778,0	911,5	1 186,4	1 067,4	2 253,8	–	2 253,8
Appui au programme	–	–	9 264,6	9 264,6	–	–	–	9 264,6	–	9 264,6	(9 264,6)	–
Rendement des investissements	–	48,9	212,9	261,8	718,0	1 873,2	2 591,2	2 853,0	204,8	3 057,8	–	3 057,8
Fluctuations des taux de change	–	(56,4)	9,7	(46,7)	(1 102,7)	(671,2)	(1 773,9)	(1 820,6)	46,5	(1 774,1)	–	(1 774,1)
Dépenses	14 526,1	5 192,7	12 681,2	32 400,0	36 290,5	92 801,2	129 091,7	161 491,7	(1,3)	161 490,4	(9 264,6)	152 225,8
Dépenses de personnel	12 875,3	5 227,5	6 877,2	24 980,0	18 481,6	36 336,6	54 818,2	79 798,2	–	79 798,2	–	79 798,2
Consultants et experts	683,0	(1,8)	737,6	1 418,8	–	–	–	1 418,8	–	1 418,8	–	1 418,8
Frais de voyage	253,0	2,2	324,1	579,3	4 168,3	2 546,3	6 714,6	7 293,9	–	7 293,9	–	7 293,9
Services contractuels	328,5	4,7	2 374,2	2 707,4	2 696,8	8 810,6	11 507,4	14 214,8	–	14 214,8	–	14 214,8
Dépenses opérationnelles	276,7	(70,4)	2 016,4	2 222,7	10 934,6	28 392,6	39 327,2	41 549,9	(1,3)	41 548,6	(9 264,6)	32 284,0
Matériel et consommables	16,6	–	38,0	54,6	38,1	298,7	336,8	391,4	–	391,4	–	391,4

Description	Ressources de base			Fonds préaffectés			Total partiel	Autres fonds	Tous les fonds			
	Budget ordinaire	Budget général de la Fondation	Appui au programme	Total des ressources de base	Fonds préaffectés de la Fondation	Coopération technique	Total des fonds préaffectés	Total des fonds opérationnels	Prestations dues à la cessation de service	Total brut de tous les fonds	Élimination inter-sectorielle	Total net de tous les fonds
Équipements, mobilier et véhicules	28,6	–	50,7	79,3	234,8	1 230,2	1 465,0	1 544,3	–	1 544,3	–	1 544,3
Dons, contributions et bourses de recherche	64,4	30,5	263,0	357,9	(263,7)	15 186,2	14 922,5	15 280,4	–	15 280,4	–	15 280,4
Excédent/(déficit)	–	(103,1)	(2 935,0)	(3 038,1)	(6 898,8)	32 677,4	25 778,6	22 740,5	1 320,0	24 060,5	–	24 060,5
Soldes bruts des fonds au 1^{er} janvier 2019	–	1 280,0	14 887,0	16 167,0	101 602,0	231 888,0	333 490,0	349 657,0	(39 570,0)	310 087,0	–	310 087,0
Ajustements pour dépôts inutilisés	–	–	(3 598,0)	(3 598,0)	–	3 598,0	3 598,0	–	–	–	–	–
Soldes bruts des fonds au 31 décembre 2019	–	1 176,9	8 354,0	9 530,9	94 703,2	268 163,4	362 866,6	372 397,5	(38 250,0)	334 147,5	–	334 147,5
Réserves opérationnelles statutaires	–	1 303,0	2 932,0	4 235,0	4 023,0	11 360,0	15 383,0	19 618,0	–	19 618,0	–	19 618,0
Soldes nets des fonds au 31 décembre 2019	–	(126,1)	5 422,0	5 295,9	90 680,2	256 803,4	347 483,6	352 779,5	(38 250,0)	314 529,5	–	314 529,5

Annexe II

Comparaison entre les dépenses effectives et le budget

(En milliers de dollars des États-Unis)

Description	Recettes	Dépenses	Excédent / (déficit)	Budget			Dépenses effectives	Exécution du budget	
				Budget biennal	Budget annuel	Alloué et débloqué		Taux d'exécution (en % du programme de travail et du budget)	Taux d'exécution (en % du montant des crédits alloués)
Contributions mises en recouvrement : chapitre 15	12 340,4	12 340,4	–	22 325,2	11 162,6	11 162,6	12 340,4	110,6	110,6
Contributions mises en recouvrement : chapitre 23	1 104,4	1 104,4	–	1 911,4	956,5	956,5	1 104,4	115,5	115,5
Contributions mises en recouvrement : chapitre 36	1 081,3	1 081,3	–	4 019,2	2 700,8	2 700,8	1 081,3	40,0	40,0
Budget ordinaire	14 526,1	14 526,1	–	28 255,8	14 819,9	14 819,9	14 526,1	98,0	98,0
Budget général de la Fondation	5 089,6	5 192,6	(103,0)	26 060,7	13 030,4	6 991,3	5 192,6	39,8	74,3
Dépenses d'appui au programme	9 746,2	12 681,1	(2 934,9)	26 442,4	13 221,2	14 218,7	12 681,1	95,9	89,2
Total partiel : Ressources de base	29 361,9	32 399,8	(3 037,9)	80 758,9	41 071,5	36 029,9	32 399,8	78,9	89,9
Fonds préaffectés de la Fondation	29 391,7	36 290,6	(6 898,9)	131 470,7	65 735,4	48 536,0	36 290,6	55,2	74,8
Coopération technique	125 478,6	92 801,3	32 677,3	296 400,0	148 200,0	150 791,3	92 801,3	62,6	61,5
Total partiel : Fonds préaffectés	154 870,3	129 091,9	25 778,4	427 870,7	213 935,4	199 327,3	129 091,9	60,3	64,8
Total	184 232,2	161 491,7	22 740,5	508 629,6	255 006,9	235 357,2	161 491,7	63,3	68,6

Annexe III

Situation des contributions à des fins générales (non préaffectées) versées à la Fondation

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Pays</i>	<i>Au</i> <i>31 décembre 2015</i>	<i>Au</i> <i>31 décembre 2016</i>	<i>Au</i> <i>31 décembre 2017</i>	<i>Au</i> <i>31 décembre 2018</i>	<i>Au</i> <i>31 décembre 2019</i>
Afrique du Sud	120 000	–	283 560	150 000	160 000
Algérie	–	10 000	–	–	–
Argentine	5 000	10 000	–	–	–
Barbade	6 074	–	14 815	14 815	14 700
Botswana	–	–	–	50 000	–
Burkina Faso	34 430	–	–	–	16 886
Chili	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Chine	350 000	350 000	350 000	350 000	350 000
Côte d'Ivoire	–	–	25 000	–	–
Érythrée	–	50 000	–	–	–
Espagne	–	–	–	–	977 000
États-Unis d'Amérique	600 000	766 838	692 000	672 974	545 000
Finlande	517 188	–	–	–	–
France	–	105 860	–	–	225 220
Haïti	–	–	9 910	10 000	–
Inde	60 246	247 227	100 000	100 000	150 000
Iraq	–	–	–	–	50 000
Israël	10 000	10 000	10 000	–	–
Japon	35 586	–	117 136	–	34 950
Kenya	–	–	68 306	206 678	–
Kiribati	–	–	–	25 000	–
Malaisie	–	–	–	1 200 000	–
Malawi	–	–	–	–	10 000
Myanmar	–	–	10 000	–	–
Namibie	–	–	150 000	–	–
Norvège	638 488	598 982	593 014	632, 31	2 356 129
Pakistan	5 994	6 000	–	6 000	6 000
Philippines	–	15 000	15 000	25 000	2 500
République de Corée	90 416	83 783	87 596	89 204	80 378
République-Unie de Tanzanie	–	–	–	9 886	–
Sénégal	–	–	–	–	9 988
Sierra Leone	–	–	10 000	–	–
Singapour	–	–	–	–	50 000
Slovaquie	–	15 609	–	–	–
Soudan du Sud	–	–	–	–	40 000
Sri Lanka	25 000	25 000	25 000	25 000	23 000
Tchéquie	–	–	6 892	6 547	6 463
Tunisie	602	–	–	–	–
Zambie	–	–	24 970	7 820	–
Zimbabwe	–	30 225	–	–	–
Total	2 504 024	2 329 523	2 598 199	3 586 554	5 113 213

Annexe IV

État des contributions préaffectées et des contributions au titre de la coopération technique versées par les gouvernements et les collectivités locales

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays	Source des fonds	Au 31 décembre 2018			Au 31 décembre 2019		
		Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total
Afghanistan	Gouvernement afghan	–	–	–	–	–	–
	Direction générale des affaires municipales de l'Afghanistan	–	–	–	–	–	–
Allemagne	Gouvernement allemand	473 264	–	473 264	248 246	–	248 246
	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	208 091	–	208 091	24 447	50 343	74 790
	Ministère fédéral de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sécurité nucléaire	–	–	–	–	–	–
	Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques	4 757 199	–	4 757 199	222 222	–	222 222
Angola	Gouvernement angolais	–	52 047	52 047	–	–	–
Arabie saoudite	Gouvernement saoudien	–	–	–	–	–	–
Australie	Gouvernement australien	–	126 322	126 322	–	50 744	50 744
Bahreïn	Gouvernement bahreïni	–	–	–	4 256 700	–	4 256 700
	Autorité de la planification et du développement urbains	–	–	–	46 866	–	46 866
Brésil	Gouvernement brésilien	–	–	–	–	–	–
	Gouvernement de l'État d'Alagoas	–	–	–	–	–	–
	Préfecture de la ville de Rio de Janeiro	–	–	–	–	729 285	729 285
	Institut municipal de formation et de recherche Darcy Ribeiro	–	–	–	–	912 252	912 252
Cameroun	Gouvernement camerounais	–	36 757	36 757	95 379	–	95 379
Canada	Gouvernement canadien	–	–	–	5 000	–	5 000
Cabo Verde	Gouvernement du Cabo Verde	–	35 000	35 000	225 000	–	225 000

Pays	Source des fonds	Au 31 décembre 2018			Au 31 décembre 2019		
		Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total
Chine	Gouvernement chinois	–	–	–	–	–	–
	Centre chinois pour le développement urbain	–	416 536	416 536	–	195 955	195 955
	Gouvernement populaire de la municipalité de Guangzhou	300 000	–	300 000	–	–	–
	Bureau de la planification de la ville de Xuzhou	–	250 000	250 000	–	–	–
	Bureau de la planification et des ressources naturelles de la ville de Nanjing	–	–	–	–	157 021	157 021
	Bureau du logement et de la construction urbaine et rurale de la ville de Xuzhou	–	–	–	–	120 000	120 000
	Gouvernement populaire de la municipalité de Chengdu	176 054	–	176 054	–	150 000	150 000
	Office des services publics et des e-services de la société Chengdu Hi-Tech Industrial Solutions	–	–	–	–	600 000	600 000
Colombie	Zone métropolitaine de Bucaramanga	–	–	–	–	–	–
	Mairie de la ville de Florencia (Département de Caquetá)	–	67 866	67 866	–	–	–
	Service national d'apprentissage (SENA)	–	–	–	–	–	–
	Mairie de la ville de Bucaramanga (Département de Santander)	–	–	–	–	–	–
	Mairie de la ville de Cali	–	224 845	224 845	–	82 837	82 837
	Secrétariat de district de l'habitat	–	301 508	301 508	–	–	–
	Association des zones métropolitaines de Colombie	–	60 000	60 000	–	–	–
	Ministère du logement, de la ville et du territoire	–	51 921	51 921	–	–	–
Danemark	Gouvernement danois	–	1 529 988	1 529 988	–	–	–
Égypte	Gouvernement égyptien	1 500 000	–	1 500 000	–	1 963 500	1 963 500
	Fonds égyptien de développement des établissements informels	–	–	–	–	33 165	33 165

Pays	Source des fonds	Au 31 décembre 2018			Au 31 décembre 2019		
		Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total
Émirats arabes unis	Département de la planification urbaine et des municipalités d'Abou Dhabi	5 000 000	–	5 000 000	–	–	–
	Municipalité de Dubaï	–	–	–	–	–	–
Équateur	Gouvernement autonome décentralisé de la municipalité du canton de Cuenca	–	330 523	330 523	–	–	–
Espagne	Gouvernement espagnol	496 018	–	496 018	–	–	–
	Conseil municipal de la ville de Barcelone	–	–	–	–	–	–
	Conseil municipal de la ville de Madrid	284 414	–	284 414	277 778	–	277 778
	Ministerio de Fomento (Ministère du développement)	–	81 301	81 301	–	123 457	123 457
	Junta de Extremadura (Conseil de l'Estrémadure)	–	–	–	91 013	–	91 013
	Agence andalouse de coopération internationale pour le développement (AACID)	–	–	–	390 190	–	390 190
	Agence catalane de coopération au développement (ACCD)	–	–	–	229 621	–	229 621
États-Unis d'Amérique	État fédéral	–	9 697 483	9 697 483	–	–	–
Éthiopie	Gouvernement éthiopien	–	750 000	750 000	–	–	–
Fédération de Russie	Ville de Iekaterinbourg	–	–	–	300 000	–	300 000
Finlande	Gouvernement finlandais	–	–	–	5 556	–	5 556
France	Gouvernement français	–	–	–	41 400	–	41 400
	Expertise France	–	354 321	354 321	–	–	–
Inde	Gouvernement indien	–	933 455	933 455	–	–	–
Indonésie	Gouvernement indonésien	–	–	–	–	–	–
Italie	Gouvernement italien	473 439	–	473 439	350 452	–	350 452
	Agence italienne pour la coopération au développement	–	–	–	–	–	–
Japon	Gouvernement japonais	2 274 843	20 110 237	22 385 080	859 703	22 408 482	23 268 185
Jordanie	Gouvernement jordanien	64 099	–	64 099	64 099	–	64 099

<i>Pays</i>	<i>Source des fonds</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>			<i>Au 31 décembre 2019</i>		
		<i>Fondation</i>	<i>Coopération technique</i>	<i>Total</i>	<i>Fondation</i>	<i>Coopération technique</i>	<i>Total</i>
Kenya	Gouvernement kényan	–	236 320	236 320	484 449	–	484 449
	Gouvernorat du comté de Kisumu	99 651	–	99 651	–	–	–
	Gouvernorat du comté de Meru	100 000	–	100 000	–	–	–
	Gouvernorat du comté de Marsabit	–	–	–	–	195 465	195 465
	Gouvernorat du comté de Mandera	–	–	–	–	–	–
Kosovo	Municipalité de Mamusha	–	12 943	12 943	–	–	–
	Municipalité de Vushtri – Vucitern	–	94 969	94 969	–	–	–
	Municipalité de Rahovec	–	–	–	–	82 738	82 738
Koweït	Gouvernement koweïtien	1 655 629	–	1 655 629	100 000	–	100 000
Malaisie	Gouvernement malaisien	–	–	–	10 000	–	10 000
	Gouvernement de l'État de Penang	–	–	–	250 000	–	250 000
Maroc	Gouvernement marocain	–	–	–	300 000	–	300 000
Mexique	Gouvernement mexicain	–	–	–	130 000	–	130 000
	INFONAVIT	–	–	–	–	–	–
	Gouvernement de l'État de Sinaloa	–	–	–	–	–	–
	Municipalité de Reynosa – TAMAULIPAS MEXICO	–	250 000	250 000	–	–	–
	Fondo Nacional de Fomento al Turismo (Fonds national de développement du tourisme)	–	–	–	–	6 882 606	6 882 606
	Mairie de la ville de Guadalajara	–	–	–	69 608	–	69 608
	Agence de projets stratégiques de l'État de Quintana Roo	–	–	–	–	1 200 000	1 200 000
	Gouvernement de l'État de Coahuila de Zaragoza	–	–	–	–	150 000	150 000
Mongolie	Municipalité de la ville de San Nicolás de los Garza dans l'État du Nuevo León	–	–	–	–	500 000	500 000
	Municipalité d'Oulan-Bator	–	49 667	49 667	–	–	–
Mozambique	Gouvernement mozambicain	–	–	–	–	271 320	271 320
Niger	Gouvernement nigérien	–	–	–	–	–	–

Pays	Source des fonds	Au 31 décembre 2018			Au 31 décembre 2019		
		Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total
Nigéria	Gouvernement nigérian	–	–	–	500	–	500
	Gouvernement de l'État de Niger	1 278 000	–	1 278 000	–	–	–
	Gouvernement de l'État de Kogi	–	–	–	–	–	–
Norvège	Gouvernement norvégien	1 587 259	893 176	2 480 435	3 237 057	–	3 237 057
Ouganda	Gouvernement ougandais	–	–	–	–	–	–
Pays-Bas	Envoyé spécial des Pays-Bas aux affaires maritimes auprès du Ministère des infrastructures et de l'eau	92 506	–	92 506	–	–	–
	Rijksdienst Voor Ondernemend Nederland (RVO 1490)	–	–	–	189 934	–	189 934
	Ministère du commerce extérieur et de la coopération pour le développement	580 000	10 227 272	10 807 272	–	–	–
Pologne	Gouvernement polonais	–	1 315 000	1 315 000	200 000	–	200 000
République de Corée	Gouvernement de la République de Corée	–	–	–	–	–	–
	Ministère du territoire, des infrastructures et des transports	537 857	–	537 857	126 404	–	126 404
	Institut coréen des industries et des technologies de l'environnement	–	85 000	85 000	–	–	–
	Institut des terres et du logement	–	–	–	–	21 403	21 403
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Gouvernement britannique	–	1 915 758	1 915 758	–	–	–
	British Council	–	2 470 036	2 470 036	–	–	–
	Prosperity Fund – Global Future Cities Programme	3 956 175	–	3 956 175	8 520 158	–	8 520 158
Rwanda	Gouvernement rwandais	–	285 114	285 114	–	–	–
	Water and Sanitation Corporation Rwanda	–	–	–	–	–	–
Sénégal	Gouvernement sénégalais	–	66 667	66 667	–	–	–
Slovaquie	Gouvernement slovaque	57 815	–	57 815	2 330	–	2 330
Sri Lanka	Ministère des transports et de l'aviation civile	–	629 647	629 647	–	–	–
Suède	Gouvernement suédois	2 213 220	2 202 804	4 416 024	–	1 028 383	1 028 383
Suisse	Gouvernement suisse	1 691 024	8 398 063	10 089 088	–	122 928	122 928
	Secrétariat d'État à l'économie	–	8 100 000	8 100 000	–	–	–
Tchad	Gouvernement tchadien	–	–	–	–	–	–

<i>Pays</i>	<i>Source des fonds</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>			<i>Au 31 décembre 2019</i>		
		<i>Fondation</i>	<i>Coopération technique</i>	<i>Total</i>	<i>Fondation</i>	<i>Coopération technique</i>	<i>Total</i>
Tunisie	Gouvernement tunisien	–	–	–	550 000	–	550 000
Turquie	Municipalité de la métropole d'Istanbul	250 000	–	250 000	–	–	–
Union européenne	Commission européenne	7 217 307	19 814 397	27 031 704	4 450 159	13 506 329	17 956 488
Total partiel : 1 (Annexe IV)		37 323 865	92 456 942	129 780 807	26 354 270	51 538 214	77 892 483
Total partiel 2 : Autres donateurs (Annexe V)		10 836 706	24 321 150	35 157 856	3 145 520	74 233 341	77 378 862
Total général		48 160 571	116 778 091	164 938 663	29 499 790	125 771 555	155 271 345

Annexe V

État des contributions préaffectées et des contributions au titre de la coopération technique versées par d'autres donateurs

(En milliers de dollars des États-Unis)

Source des fonds	Au 31 décembre 2017			Au 31 décembre 2018			Au 31 décembre 2019		
	Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total
Accept International	–	–	–	60 000	–	60 000	–	–	–
Active Learnig Solutions Ltd	20 000	–	20 000	–	–	–	–	–	–
Adaptation Fund Board	–	80 000	80 000	100 000	13 147 107	13 247 107	–	19 577 423	19 577 423
Adelphi Research GMBH	–	371 737	371 737	–	–	–	–	–	–
Agence suédoise de l'énergie	325 745	–	325 745	–	–	–	–	–	–
Al Ahli Bank of Kuwait	–	–	–	–	–	–	–	16 510	16 510
Arcadis	–	–	–	79 100	–	79 100	–	–	–
Asian Development Bank	–	200 088	200 088	–	69 648	69 648	–	–	–
Atlantic Industries Egypt Branch	–	–	–	–	404 000	404 000	–	–	–
AT-Verband	–	–	–	–	–	–	–	21 534	21 534
Banco Centroamericano de Integración Económica	–	441 000	441 000	–	–	–	–	–	–
Banque interaméricaine de développement	–	–	–	–	–	–	125 000	–	125 000
Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale	–	–	–	–	500 000	500 000	–	–	–
Banque islamique de développement	–	–	–	–	–	–	–	20 000	20 000
Block by Block	300 000	–	300 000	–	–	–	–	–	–
Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires	–	2 527 237	2 527 237	–	1 040 778	1 040 778	–	433 001	433 001
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	244 356	(489 850)	(245 494)	884 756	–	884 756	347 773	615 155	962 928
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient	–	–	–	60 000	–	60 000	–	–	–
Changsha Kaifu Shanty Town Regeneration Investment Co Ltd	–	–	–	–	–	–	–	69 829	69 829

Source des fonds	Au 31 décembre 2017			Au 31 décembre 2018			Au 31 décembre 2019		
	Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total
Coca Cola Atlanta	–	–	–	–	–	–	127 645	–	127 645
Cyberview Sdn Bhd	–	–	–	–	–	–	26 600	–	26 600
Département des affaires politiques de l'ONU	56 069	150 000	206 069	–	–	–	–	–	–
Doppelmayr Cable Car GmbH	–	–	–	–	–	–	156 174	–	156 174
Energias de Portugal SA EDP Access to Energy	–	–	–	–	–	–	–	83 612	83 612
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	–	483 700	483 700	2 827 086	–	2 827 086	–	–	–
Fondation européenne pour le climat	200 000	–	200 000	199 986	–	199 986	198 000	–	198 000
Fondation Rockefeller	–	–	–	–	–	–	100 000	–	100 000
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine	–	1 573 975	1 573 975	–	90 000	90 000	–	233 597	233 597
Fonds d'équipement des Nations Unies	–	–	–	100 000	–	100 000	–	–	–
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	–	2 929 961	2 929 961	–	177 480	177 480	81 550	919 762	1 001 312
Fonds des Nations Unies pour la population	(167 845)	116 334	(51 511)	–	–	–	–	262 540	262 540
Fonds général d'affectation spéciale des Nations Unies	–	674 999	674 999	–	55 000	55 000	–	–	–
Fonds international de développement agricole (FIDA)	220 000	–	220 000	–	–	–	–	–	–
Fonds pour le développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)	–	–	–	1 000 000	–	1 000 000	–	–	–
Fonds vert pour le climat	–	–	–	–	–	–	183 499	–	183 499
Ford Foundation	–	200 000	200 000	–	–	–	–	–	–
Fukuoka Habitat Institute	–	–	–	–	25 000	25 000	–	–	–
Fukuoka International Exchange Foundation	–	3 250 000	3 250 000	–	460 000	460 000	–	–	–
Global Environment and Technology Foundation	–	–	–	–	–	–	–	668 072	668 072
Global Water Challenge	–	–	–	–	170 000	170 000	–	–	–
Hameen University	133 179	–	133 179	–	–	–	–	–	–
Hanhyo Life	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	–	–	–	210 755	–	210 755	221 332	–	221 332

Source des fonds	Au 31 décembre 2017			Au 31 décembre 2018			Au 31 décembre 2019		
	Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total
Here Be Dragons Investment Group	–	5 141 694	5 141 694	–	–	–	–	–	–
Huawei Technologies Co. Ltd	–	–	–	130 000	–	130 000	–	–	–
iMMAP France	–	–	–	–	–	–	–	439 560	439 560
International Centre Migration Policy Development	–	–	–	1 619 015	–	1 619 015	–	–	–
International Real Estate Federation	20 000	–	20 000	–	–	–	–	–	–
JACOBS	–	–	–	–	26 823	26 823	–	–	–
Kreditanstalt Für Wiederaufbau	11 232	11 848 341	11 859 573	–	–	–	–	–	–
Ligue des États arabes	–	–	–	–	–	–	2 800	–	2 800
Microsoft Corporation	–	–	–	–	–	–	249 500	–	249 500
Mission conjointe des Nations Unies et de l'Union africaine au Darfour	–	–	–	–	–	–	–	1 229 474	1 229 474
Norwegian Refugee Council	–	917 505	917 505	–	–	–	–	–	–
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	–	–	–	342 240	–	342 240	–	–	–
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	–	–	–	–	–	–	–	1 588 210	1 588 210
Organisation internationale pour les migrations	–	(228 922)	(228 922)	–	–	–	–	2 547 615	2 547 615
Organisation mondiale de la Santé	–	–	–	92 198	–	92 198	–	–	–
Oxford Brookes University	20 000	–	20 000	–	–	–	–	–	–
Plan International	6 500	–	6 500	–	308 079	308 079	–	–	–
Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement	–	–	–	–	–	–	440 997	–	440 997
Programme alimentaire mondial	–	–	–	–	297 460	297 460	–	–	–
Programme des Nations Unies pour l'environnement	–	–	–	–	–	–	180 000	398 941	578 941
Programme des Nations Unies pour le développement (y compris le Fonds « One United Nations »)	3 000 000	9 352 712	12 352 712	2 145 841	6 335 477	8 481 318	492 777	43 765 962	44 258 739
Rockefeller Philanthropy Advisors	–	5 718	5 718	–	–	–	–	–	–
Secours Islamique France	–	–	–	42 000	–	42 000	–	–	–
Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée	23 104	–	23 104	–	–	–	–	–	–

<i>Source des fonds</i>	<i>Au 31 décembre 2017</i>			<i>Au 31 décembre 2018</i>			<i>Au 31 décembre 2019</i>		
	<i>Fondation</i>	<i>Coopération technique</i>	<i>Total</i>	<i>Fondation</i>	<i>Coopération technique</i>	<i>Total</i>	<i>Fondation</i>	<i>Coopération technique</i>	<i>Total</i>
Shenzhen Association of International Cultural Exchanges	–	–	–	296 000	–	296 000	72 706	–	72 706
Shenzhen Institute of Building Research Co. Ltd	–	–	–	–	105 946	105 946	–	–	–
SKL International	–	–	–	–	–	–	–	6 000	6 000
Smart Africa Secretariat	–	–	–	–	50 500	50 500	–	–	–
Stiftelsen Stockholm International Water Institute	–	–	–	398 332	–	398 332	–	–	–
Swedish Incubators and Science Parks	–	–	–	21 053	–	21 053	–	–	–
The Energy and Resources Institute	–	–	–	–	–	–	–	36 544	36 544
Tongji University	–	–	–	200 000	–	200 000	70 000	–	70 000
Université Chrétienne Bilingue du Congo	–	–	–	–	–	–	50 000	–	50 000
University of Durham International Boundaries Research Unit	–	–	–	–	32 852	32 852	19 168	–	19 168
University of Warwick	–	–	–	28 344	–	28 344	–	–	–
Veolia Environnement	39 550	–	39 550	–	–	–	–	–	–
Wanxiang Group	–	–	–	–	–	–	–	900 000	900 000
Wuhan Land Use and Spatial Planning	–	750 000	750 000	–	750 000	750 000	–	400 000	400 000
Wuhan Planning and Design Institute, China	–	–	–	–	275 000	275 000	–	–	–
Total	4 451 891	40 296 227	44 748 118	10 836 706	24 321 150	35 157 856	3 145 520	74 233 341	77 378 862

Annexe VI

**État des contributions et des engagements de contributions
préaffectées au budget de la Fondation du système des Nations Unies
(Normes comptables / méthode de la comptabilité de caisse)**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays	Région	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Afghanistan	Asie-Pacifique	–	–	–	500	1 000	1 000
Algérie	Afrique	10 000	10 000	10 000	–	–	–
Angola	Afrique	–	–	2 550	–	–	2 600
Argentine	Amérique latine et Caraïbes	–	2 336	–	3 000	3 000	5 000
Autriche	Europe orientale	98 000	–	–	–	–	–
Bahreïn	Asie-Pacifique	250 000	–	–	–	–	–
Bangladesh	Asie-Pacifique	7 500	–	–	–	–	–
Barbade	Amérique latine et Caraïbes	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	–
Burkina Faso	Afrique	–	–	18 931	12 238	–	–
Cameroun	Afrique	–	2 257	–	–	–	–
Canada	Europe occidentale et autres États	73 972	63 078	73 529	75 294	150 233	–
Tchad	Afrique	–	10 000	–	–	–	–
Chili	Amérique latine et Caraïbes	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Chine	Asie-Pacifique	–	–	–	–	29 980	100 000
Colombie	Amérique latine et Caraïbes	12 000	12 000	12 000	–	–	11 500
Chypre	Asie-Pacifique	3 600	–	–	–	–	–
Tchéquie	Europe orientale	121 936	–	–	–	–	7 482
Finlande	Europe occidentale et autres États	735 691	701 240	616 076	629 847	609 214	603 292
France	Europe occidentale et autres États	295 680	–	–	–	–	–
Ghana	Afrique	–	–	–	14 147	–	5 444
Grèce	Europe occidentale et autres États	30 000	30 000	30 000	–	–	–
Inde	Asie-Pacifique	80 000	80 000	80 000	80 000	100 000	–
Israël	Europe occidentale et autres États	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Jamaïque	Amérique latine et Caraïbes	4 985	–	–	–	–	–
Japon	Asie-Pacifique	148 364	148 364	106 970	96 372	86 735	86 755
Kenya	Afrique	60,000	60,000	60 000	60 000	70 003	63 798
Madagascar	Afrique	–	–	–	–	–	850
Mozambique	Afrique	–	–	–	–	–	10 000
Namibie	Afrique	–	–	–	–	–	1 000
Pays-Bas	Europe occidentale et autres États	1,443,570	1,595,550	–	–	–	–
Norvège	Europe occidentale et autres États	8,383,219	6,066,226	5 072 727	5 980 479	5 383 052	4 380 936
Pakistan	Asie-Pacifique	5,974	5,985	6 007	6 003	5 980	11 948
Panama	Amérique latine et Caraïbes	–	–	1 000	–	1 000	–

Pays	Région	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Philippines	Asie-Pacifique	827	–	–	–	–	–
Portugal	Europe occidentale et autres États	101,801	–	–	–	–	–
République de Corée	Asie-Pacifique	28,535	86,161	89 522	89 924	88 117	94 169
Fédération de Russie	Europe orientale	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Rwanda	Afrique	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	–
Serbie	Europe orientale	–	8 400	–	–	–	–
Slovénie	Europe orientale	7 500	–	–	–	–	–
Afrique du Sud	Afrique	45 250	45 250	45 250	50 950	86 750	–
Espagne	Europe occidentale et autres États	2 582 000	2 867 400	3 958 500	5 200 000	–	–
Sri Lanka	Asie-Pacifique	15 000	–	30 000	15 000	15 000	25 000
Suède	Europe occidentale et autres États	2 686 845	4 621 952	2 777 905	3 041 584	2 385 957	2 300 280
Trinité-et-Tobago	Amérique latine et Caraïbes	–	1 000	–	–	–	–
Tunisie	Afrique	807	741	741	658	714	633
Ouganda	Afrique	–	3 011	–	–	–	–
Royaume-Uni	Europe occidentale et autres États	1 436 782	1 600 000	1 580 000	–	–	–
République-Unie de Tanzanie	Afrique	4 666	9 097	–	5 928	–	9 382
États-Unis	Europe occidentale et autres États	991 900	2 000 000	2 050 000	2 000 000	1 900 000	700 000
Venezuela (République bolivarienne du)	Amérique latine et Caraïbes	20 000	–	–	–	–	–
Zambie	Afrique	20 000	–	–	–	–	–
Zimbabwe	Afrique	–	–	–	10 000	–	–
Total		19 739 404	20 063 048	16 654 707	17 404 924	10 949 737	8 446 069

Annexe VII

État des contributions à des fins spéciales (préaffectées) et des contributions au titre de la coopération technique versées par les gouvernements et les collectivités locales
(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays	Source des fonds	Au 31 décembre 2015			Au 31 décembre 2016			Au 31 décembre 2017		
		Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total
Afghanistan	Gouvernement afghan	–	–	–	–	–	–	–	(1 657 285)	(1 657 285)
	Direction générale des affaires municipales de l’Afghanistan	–	–	–	–	–	–	–	3 566 620	3 566 620
Afrique du Sud	Gouvernement sud-africain	–	–	–	500 000	–	500 000	–	–	–
	Conseil métropolitain de la ville de Johannesburg	126 800	–	126 800	–	–	–	–	–	–
Allemagne	Gouvernement allemand	737 572	–	737 572	552 168	–	552 168	4 629 390	–	4 629 390
	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit	–	–	–	–	–	–	–	(16 764)	(16 764)
	Ministère fédéral de l’environnement, de la conservation de la nature et de la sécurité nucléaire	–	–	–	–	–	–	–	2 119 279	2 119 279
Argentine	Ministère de l’intérieur, des travaux publics et du logement	–	–	–	–	595 000	595 000	–	–	–
Australie	Gouvernement australien	–	354 359	354 359	–	342 727	342 727	–	475 000	475 000
Belgique	Gouvernement belge	–	–	–	–	–	–	1 073 832	–	1 073 832
Brésil	Gouvernement brésilien	–	14 258	14 258	–	–	–	–	–	–
	MCidades	–	–	–	–	86 208	86 208	–	–	–
	Compagnie de développement économique de l’État du Pará	–	–	–	–	300 000	300 000	–	–	–
	Gouvernement de l’État d’Alagoas	–	–	–	–	–	–	–	1 159 368	1 159 368
	Préfecture de la ville de Rio de Janeiro	–	249 370	249 370	64 673	369 165	433 838	–	–	–
Cameroun	Gouvernement camerounais	50 000	–	50 000	598 086	404 901	1 002 987	–	–	–
Cabo Verde	Gouvernement du Cabo Verde	–	–	–	–	–	–	250 000	50 000	300 000

Pays	Source des fonds	Au 31 décembre 2015			Au 31 décembre 2016			Au 31 décembre 2017		
		Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total
China	Gouvernement chinois	625 000	–	625 000	500 000	–	500 000	1 127 815	–	1 127 815
	Municipalité de Huangshan	–	–	–	150 000	–	150 000	–	–	–
	China Center for Urban Development	–	–	–	–	–	–	–	101 597	101 597
	Gouvernement populaire de la municipalité de Chengdu	–	–	–	–	–	–	332 220	–	332 220
Colombie	Mairie principale de Bogota D.C.	–	120 950	120 950	–	–	–	–	–	–
	Secrétariat au développement économique – district de Bogota	–	208 000	208 000	–	–	–	–	–	–
	Secrétariat à la planification – district de Bogota	–	250 489	250 489	–	–	–	–	–	–
	Secrétariat à l'éducation – district de Bogota	–	77 610	77 610	–	–	–	–	–	–
	Secrétariat à la gouvernance – district de Bogota	–	377 007	377 007	–	–	–	–	–	–
	Zone métropolitaine de Bucaramanga	–	190 000	190 000	–	320 000	320 000	–	326 611	326 611
	Empresa Acueducto Alcantarillado Aseo Colombia	–	247 866	247 866	–	–	–	–	–	–
	Municipalité de la ville de Santiago de Cali	–	116 414	116 414	–	–	–	–	–	–
	El Instituto Distrital Para Protección (IDIPRON)	–	34 904	34 904	–	–	–	–	–	–
	Mairie de Florencia (Département de Caquetá)	–	–	–	–	129 702	129 702	–	–	–
	Chambre de commerce	–	–	–	–	64 802	64 802	–	–	–
	Mairie de la ville de Neiva	–	–	–	–	110 795	110 795	–	–	–
	Mairie de la ville de Santa Marta	–	–	–	–	97 784	97 784	–	–	–
	Service national d'apprentissage (SENA)	–	–	–	–	–	–	224 926	–	224 926
Mairie de la ville de Bucaramanga (Département de Santander)	–	–	–	–	–	–	–	283 389	283 389	
Ministère de l'environnement et du développement	–	188 616	188 616	–	188 647	188 647	–	–	–	

Pays	Source des fonds	Au 31 décembre 2015			Au 31 décembre 2016			Au 31 décembre 2017		
		Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total
Danemark	Gouvernement danois	–	–	–	–	–	–	–	11 942 675	11 942 675
Djibouti	Gouvernement djiboutien	120 000	–	120 000	–	–	–	–	–	–
Égypte	Gouvernement égyptien	–	–	–	–	1 000 000	1 000 000	500 000	–	500 000
	Fonds égyptien de développement des établissements informels	–	–	–	–	–	–	–	901 261	901 261
	Autorité des nouvelles communautés urbaines	–	–	–	–	800 000	800 000	–	–	–
	Administration de la ville de Bahir Dar	–	–	–	–	490 060	490 060	–	–	–
	Ministère du développement urbain et de la construction	–	–	–	–	276 100	276 100	–	–	–
Émirats arabes unis	Municipalité de Dubaï	–	–	–	–	–	–	89 000	–	89 000
Équateur	Gouvernement équatorien	–	–	–	6 050 218	–	6 050 218	–	–	–
	Gouvernement autonome décentralisé de la municipalité du canton de Cuenca	200 000	212 440	412 440	–	–	–	–	–	–
Espagne	Gouvernement espagnol	505 051	120 879	625 930	501 672	–	501 672	320 171	–	320 171
	Conseil municipal de la ville de Barcelone	768 376	–	768 376	258 138	–	258 138	296 209	–	296 209
	Conseil municipal de la ville de Madrid	–	–	–	554 939	–	554 939	–	–	–
	Ministerio de fomento (Ministère du développement)	–	–	–	–	122 631	122 631	–	–	–
	Agence andalouse de coopération internationale pour le développement (AACID)	327 869	–	327 869	–	990 256	990 256	473 934	–	473 934
États-Unis	Agence catalane de coopération au développement (ACCD)	–	–	–	–	–	–	52 301	–	52 301
	Gouvernement fédéral	–	4 766 828	4 766 828	–	53 754 187	53 754 187	–	2 644 493	2 644 493
Fédération de Russie	Gouvernement russe	–	–	–	2 000 000	–	2 000 000	–	–	–
	Administration de la ville de Iakoutsk	–	–	–	–	–	–	199 093	–	199 093
Finlande	Gouvernement finlandais	–	–	–	33 296	–	33 296	–	–	–

Pays	Source des fonds	Au 31 décembre 2015			Au 31 décembre 2016			Au 31 décembre 2017		
		Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total
France	Gouvernement français	550 058	–	550 058	–	–	–	71 550	–	71 550
	Expertise France	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Ghana	Gouvernement ghanéen	500 000	–	500 000	–	–	–	–	–	–
Inde	Gouvernement indien	–	–	–	–	81 561	81 561	–	(31 561)	(31 561)
Indonésie	Gouvernement indonésien	306 614	–	306 614	316 953	–	316 953	302 000	–	302 000
Iran (République islamique d')	Gouvernement iranien	–	500 000	500 000	–	2 000 000	2 000 000	–	–	–
Italie	Gouvernement italien	–	707 533	707 533	–	2 748 597	2 748 597	164 567	(41 133)	123 434
	Agence italienne pour la coopération au développement	–	–	–	–	–	–	335 946	–	335 946
Japon	Gouvernement japonais	1 326 359	45 711 196	47 037 555	1 265 380	15 000 000	16 265 380	955 389	14 296 452	15 251 841
	JICA	5 261 841	–	5 261 841	–	5 589 833	5 589 833	–	–	–
Jordanie	Gouvernement jordanien	–	–	–	–	139 876	139 876	64 099	–	64 099
Kenya	Gouvernement kényan	400 000	–	400 000	–	600 000	600 000	–	–	–
	Gouvernement du comté de Mandera	–	–	–	240 000	–	240 000	–	–	–
Libye	Gouvernement libyen	–	3 976 000	3 976 000	–	–	–	–	–	–
Malaisie	Gouvernement malaisien	–	–	–	–	–	–	4 000 000	–	4 000 000
Mexique	Gouvernement mexicain	500 000	–	500 000	500 000	–	500 000	–	–	–
	Estudios para el desarrollo y la Sustentabilidad de las Ciudades S.A. de C.V	–	260 705	260 705	–	–	–	–	–	–
	Gouvernement de l'État d'Hidalgo	–	262 812	262 812	–	–	–	–	–	–
	INFONAVIT	800 000	–	800 000	160 000	–	160 000	–	2 824 000	2 824 000
	Municipalité de Zapopan	–	–	–	–	600 000	600 000	–	–	–
	Chambre des sénateurs	–	–	–	–	19 157	19 157	–	–	–
	Municipalité de Queretaro	–	–	–	–	500 000	500 000	–	–	–
	Municipalité de Mérida (État du Yucatán)	–	–	–	–	120 000	120 000	–	–	–
	Gouvernement de l'État de Sinaloa	–	–	–	–	–	–	–	990 000	990 000
	SEDATU	–	1 000 000	1 000 000	–	–	–	–	–	–

Pays	Source des fonds	Au 31 décembre 2015			Au 31 décembre 2016			Au 31 décembre 2017		
		Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total	Fondation	Coopération technique	Total
Mongolie	Municipalité d'Oulan-Bator	–	699 396	699 396	–	–	–	–	–	–
Mozambique	Gouvernement mozambicain	–	–	–	–	–	–	–	998 398	998 398
	Programme de développement municipal	–	–	–	–	120 681	120 681	–	–	–
Niger	Gouvernement nigérien	–	–	–	–	–	–	770 000	–	770 000
Nigéria	Gouvernement nigérien	–	–	–	250 000	–	250 000	–	–	–
Norvège	Gouvernement norvégien	4 650 760	235 405	4 886 165	2 931 520	3 288 628	6 220 148	2 598 902	1 846 334	4 445 235
Ouganda	Gouvernement ougandais	–	–	–	–	–	–	62 190	–	62 190
Pakistan	Ministère du changement climatique	–	–	–	–	–	–	–	24 948	24 948
Pays-Bas	Gouvernement néerlandais	–	6 756 756	6 756 756	–	–	–	–	–	–
République de Corée	Gouvernement de la République de Corée	–	–	–	178 603	2 000 000	2 178 603	1 776 366	–	1 776 366
	Ministère du territoire, des infrastructures et des transports	–	–	–	–	–	–	2 673 368	–	2 673 368
Royaume-Uni	Gouvernement britannique	769 231	586 816	1 356 047	–	8 322 500	8 322 500	–	–	–
Rwanda	Gouvernement rwandais	–	199 763	199 763	–	–	–	–	–	–
	Water and Sanitation Corporation Rwanda	–	–	–	–	–	–	80 562	–	80 562
Sénégal	Gouvernement sénégalais	–	–	–	–	–	–	–	138 870	138 870
Slovaquie	Gouvernement slovaque	16 393	–	16 393	–	–	–	–	–	–
Sri Lanka	Ministère des transports et de l'aviation civile	–	–	–	–	–	–	–	156 389	156 389
Suède	Gouvernement suédois	–	784 403	784 403	16 414 830	1 671 771	18 086 600	–	11 714 074	11 714 074
	Gouvernement suisse	1 596 277	8 905 905	10 502 182	–	50 917	50 917	171 200	–	171 200
Suisse	Municipalité de Zurich	–	–	–	–	–	–	–	335 366	335 366
	Secrétariat d'État à l'économie	–	–	–	–	150 000	150 000	–	–	–
Tchéquie	Gouvernement tchèque	–	–	–	1 000 000	–	1 000 000	–	–	–
Union européenne	Commission européenne	3 467 809	12 328 599	15 796 409	1 297 156	14 122 714	15 419 870	4 678 850	16 042 794	20 721 644
Zambie	Gouvernement zambien	–	–	–	–	301 400	301 400	–	–	–
Total partiel		23 606 010	90 445 279	114 051 289	36 317 633	117 870 598	154 188 231	28 273 877	71 211 118	99 484 995

Annexe VIII

Dix principaux contributeurs d'ONU-Habitat, 2013–2018

Les dix principaux donateurs d'ONU-HABITAT (2013-2018)

>> Au 31 décembre 2018 <<

Ressources de base (Budget ordinaire et contributions non affectées de la Fondation)											
2013		2014		2015		2016		2017		2018	
20,1 millions de dollars		18,7 millions de dollars		15,8 millions de dollars		15,9 millions de dollars		15,3 millions de dollars		14,7 millions de dollars	
Donateur	%	Donateur	%	Donateur	%	Donateur	%	Donateur	%	Donateur	%
1 Budget ordinaire	57,3	1 Budget ordinaire	59,7	1 Budget ordinaire	84,3	1 Budget ordinaire	85,3	1 Budget ordinaire	83,5	1 Budget ordinaire	75,7
2 Norvège	21,9	2 Suède	15,6	2 Norvège	3,9	2 États-Unis d'Amérique	4,8	2 États-Unis d'Amérique	4,5	2 Malaisie	8,1
3 Suède	11,5	3 Norvège	7,9	3 États-Unis d'Amérique	3,8	3 Norvège	3,8	3 Norvège	3,9	3 États-Unis d'Amérique	4,6
4 États-Unis d'Amérique	3,5	4 Allemagne	5,2	4 Finlande	3,3	4 Chine	2,2	4 Chine	2,3	4 Norvège	4,3
5 Finlande	3,0	5 États-Unis d'Amérique	3,7	5 Chine	2,2	5 Inde	1,6	5 Afrique du Sud	1,8	5 Chine	2,4
6 Chine	0,5	6 Finlande	3,2	6 Afrique du Sud	0,8	6 France	0,7	6 Namibie	1,0	6 Kenya	1,4
7 République de Corée	0,5	7 Afrique du Sud	1,1	7 République de Corée	0,6	7 République de Corée	0,5	7 Japon	0,8	7 Afrique du Sud	1,0
8 Japon	0,4	8 Chine	0,8	8 Inde	0,4	8 Érythrée	0,3	8 Inde	0,7	8 Inde	0,7
9 Kenya	0,3	9 Inde	0,7	9 Japon	0,2	9 Zimbabwe	0,2	9 République de Corée	0,7	9 République de Corée	0,6
10 Sri Lanka	0,1	10 République de Corée	0,5	10 Burkina Faso	0,2	10 Sri Lanka	0,2	10 Kenya	0,4	10 Botswana	0,3
Autres	1,0	Autres	1,6	Autres	0,3	Autres	0,4	Autres	0,4	Autres	0,9

Contributions préaffectées (y compris les contributions du Compte de développement des Nations)											
2013		2014		2015		2016		2017		2018	
170,8 millions de dollars		154,0 millions de dollars		154,2 millions de dollars		210,1 millions de dollars		144,2 millions de dollars		164,9 millions de dollars	
Donateur	%	Donateur	%	Donateur	%	Donateur	%	Donateur	%	Donateur	%
1 Japon	20,5	1 Union européenne	13,0	1 Japon	33,9	1 États-Unis d'Amérique	25,6	1 Union européenne	14,4	1 Union européenne	16,4
2 Union européenne	15,1	2 PNUD et "One UN Fund"	9,4	2 Union européenne	10,2	2 Japon	10,4	2 Japon	10,6	2 Japon	13,8
3 États-Unis d'Amérique	6,9	3 Japon	9,3	3 Suisse	6,8	3 PNUD et "One UN Fund"	8,7	3 PNUD et "One UN Fund"	8,6	3 Suisse	11,0
4 JICA	6,4	4 Arabie saoudite	8,5	4 PNUD	6,5	4 Suède	8,6	4 Danemark	8,3	4 Adaptation Fund Board	8,0
5 PNUD et "One UN Fund"	6,2	5 FIDA	5,5	5 Somalie (Fonds de dév.)	5,6	5 Union européenne	7,5	5 KfW	8,2	5 Pays-Bas	6,6
6 Norvège	5,9	6 OCHA	5,1	6 Pays-Bas	4,4	6 Block by Block	5,7	6 Suède	8,2	6 États-Unis d'Amérique	5,9
7 Suède	5,3	7 Afghanistan	4,8	7 UNICEF	4,1	7 UNOPS	4,0	7 Allemagne	4,7	7 PNUD et "One UN Fund"	5,1
8 HCR	2,9	8 Suède	4,0	8 UNOPS	3,3	8 Royaume-Uni	4,0	8 Here Be Dragons (HBD)	3,6	8 Royaume-Uni	5,1
9 Australie	2,6	9 Afghanistan	4,0	9 Norvège	3,2	9 Norvège	3,0	9 Norvège	3,1	9 Allemagne	3,3
10 Espagne	2,6	10 États-Unis d'Amérique	3,7	10 États-Unis d'Amérique	3,1	10 Égypte	2,9	10 République de Corée	3,1	10 Émirats arabes unis	3,1
Autres	25,6	Autres	33,1	Autres	18,9	Autres	18,6	Autres	27,2	Autres	21,9

Montant total des contributions											
2013		2014		2015		2016		2017		2018	
190,9 millions de dollars		172,7 millions de dollars		170,0 millions de dollars		226,0 millions de dollars		159,6 millions de dollars		179,7 millions de dollars	
Donateur	%	Donateur	%	Donateur	%	Donateur	%	Donateur	%	Donateur	%
1 Japon	18,4	1 Union européenne	11,2	1 Japon	30,8	1 États-Unis d'Amérique	24,1	1 Union européenne	13,0	1 Union européenne	15,0
2 Union européenne	13,5	2 PNUD et "One UN Fund"	8,4	2 Union européenne	9,3	2 Japon	9,7	2 Japon	9,6	2 Japon	12,5
3 Norvège	7,6	3 Japon	8,3	3 Budget ordinaire	7,8	3 PNUD et "One UN Fund"	8,1	3 Budget ordinaire	8,0	3 Suisse	10,1
4 États-Unis d'Amérique	6,6	4 Arabie saoudite	7,6	4 Suisse	6,2	4 Suède	8,0	4 PNUD et "One UN Fund"	7,7	4 Adaptation Fund Board	7,4
5 Budget ordinaire	5,9	5 Budget ordinaire	6,5	5 PNUD	5,9	5 Union européenne	7,0	5 Danemark	7,5	5 Budget ordinaire	6,2
6 Suède	5,9	6 Suède	6,0	6 Somalie (Fonds de dév.)	5,1	6 Budget ordinaire	6,0	6 KfW	7,4	6 Pays-Bas	6,1
7 JICA	5,8	7 FIDA	4,9	7 Pays-Bas	4,0	7 Block by Block	5,3	7 Suède	7,4	7 États-Unis d'Amérique	5,8
8 PNUD et "One UN Fund"	5,5	8 OCHA	4,5	8 UNICEF	3,7	8 UNOPS	3,7	8 Allemagne	4,2	8 PNUD et "One UN Fund"	4,7
9 HCR	2,6	9 Norvège	4,4	9 UNOPS	3,3	9 Royaume-Uni	3,7	9 Here Be Dragons (HBD)	3,2	9 Royaume-Uni	4,6
10 Australie	2,3	10 Afghanistan	4,3	10 États-Unis d'Amérique	3,2	10 Norvège	3,0	10 Norvège	3,2	10 Allemagne	3,0
Autres	25,9	Autres	33,9	Autres	20,7	Autres	21,4	Autres	28,8	Autres	24,8

* Ce tableau n'a pas été revu par les services d'édition.